



Poursuite de la Nakba

Séjour dans l'Etat occupé de Palestine
du 8 octobre au 29 novembre 2012

Denise et Michelle

Palestine je t'appelle de Mahmoud Darwich

Au nom de l'amour et l'espoir je t'implore
 Au nom de la paix et notre destin je te cherche
 Au nom du droit et de la justice, je te veux

Ta patience a donné du sens à ma vie
 Ton soleil éclaire pas après pas mon chemin
 Ton amour remplit mon coeur d'espoir

Palestine je t'appelle

Malgré nos martyrs, tu resteras la terre qui m'a vu naître
 Malgré nos blessés, tu resteras le pays qui m'a vu grandir
 Malgré ton visage en ruines tu resteras ma Palestine

Palestine je t'appelle

Demain la nuit disparaîtra avec son manteau obscur
 Demain l'hiver viendra et le froid régnera
 Demain la pluie mouillera les toits de la ville
 Demain tes fleurs écloront dans nos jardins

Palestine je t'appelle

Tu nous apportes volonté, force et patience
 La volonté d'un peuple qui résiste
 La force d'un enfant qui lance une pierre
 La patience d'une mère qui a perdu ses fils

Palestine je t'appelle

Palestine quand verrai-je l'oiseau de la paix parcourir ton ciel?
 Quand verrai-je les levers d'ici sourire?
 Quand verrai-je notre drapeau flotter sur Jérusalem?
 Pour tout cela, je continue à t'appeler, ma Palestine!

Après plusieurs séjours dans l'état occupé de Palestine, suivis d'autant de compte rendus témoignant de la dure réalité de l'occupation israélienne, que dire de plus ?.....sinon qu'elle se poursuit, méthodiquement, insidieusement, sournoisement, faisant fi du droit international, des déclarations de l'ONU, éloignant chaque jour un peu plus l'espoir qu'advienne une Paix Juste.

Pour comprendre la situation actuelle, il est utile de connaître l'histoire de cette région du monde montrant que les Palestiniens ont été contraints de s'exiler en permanence de chez eux, au cours de leur histoire récente, victimes d'enjeux d'une politique internationale qui ne tenait pas compte de leurs droits à continuer de vivre sur leur Terre.

Dans chaque chapitre, pour introduire la partie témoignage, quelques lignes de l'histoire de la Palestine seront rappelées, écrites différemment.

Les personnes citées seront nommées par une lettre majuscule.

RAPPEL HISTORIQUE (source : documents AFPS)

Depuis 1517 et jusqu'au 19^{ème} siècle la Palestine est une province Ottomane. Ce n'est pas un Etat. Son administration dépend de Constantinople.

L'organisation de la société est clanique. Le pouvoir local est entre les mains de quelques grandes familles de propriétaires terriens. La population est diverse et multiculturelle : 85% de Musulmans, 11% de Chrétiens, 4% de Juifs. Ce sont des commerçants, des artisans, des paysans et des Bédouins (nomades dans le désert), vivant de l'élevage et de l'artisanat.

C'est une société vivante, on y trouve des villes, des ports, une agriculture, des écoles etc.

Après la première guerre mondiale, la défaite des Allemands entraîne la chute de l'Empire Ottoman qui s'était rallié à l'Allemagne. La Turquie perd toutes ses provinces arabes dont la Palestine.

Après diverses conférences et signatures de nombreux traités, la Grande-Bretagne et la France se partagent ces provinces.

Le Liban et la Syrie passent sous mandat français.

L'Irak, la Palestine et la Transjordanie passent sous mandat britannique.

Les frontières de ces pays sont tracées artificiellement et ne tiennent pas compte de l'intérêt des populations. Seuls les intérêts des Etats colonisateurs le sont.

Le 2 novembre 1917, la déclaration de Balfour (nom du ministre Britannique des Affaires Etrangères) projette, sous la pression de groupes sionistes, de créer, non pas un Etat, mais un Foyer National Juif en Palestine.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour

C e sera l'opportunité pour des communautés juives de s'implanter massivement en Palestine

84 000 en 1922 (1/10^e de la population).

608 000 en 1946 (1/3 de la population).

Le 29 novembre 1947, après la deuxième guerre mondiale, l'Assemblée Générale des Nations Unies partage la Palestine en trois Etats : un Etat Juif, un Etat Arabe et une zone internationale pour Jérusalem et les Lieux Saints.

Les Etats Arabes refusent ce plan de partage.

Israël déclare son indépendance.

Les armées Arabes se soulèveront.

Les affrontements seront violents. Ils dureront 20 mois.

Israël a bénéficié du soutien diplomatique et militaire des Etats-Unis, de l'URSS.

Dans le plan de partage de 1947 – qui a amené la création de l'état d'Israël en Palestine – Jérusalem s'est vu octroyer un statut international qu'elle a négocié. Depuis 1967 Jérusalem- est une ville occupée. Elle n'a pas pu être annexée car la communauté internationale a refusé les prétentions israéliennes. (source documents AFPS).

Les habitants de Jérusalem-Est subissent de multiples pressions de la part du gouvernement israélien : impossibilité d'obtenir un permis de construire, d'acheter un appartement. Sur la base de documents fallacieux, les habitants des quartiers de Sheik-Jarrah et Silwan sont menacés d'expulsion de leurs logements. Beaucoup de maisons ont déjà été volées et les habitants « jetés » à la rue avec leurs biens. Sur les maisons volées flottent le drapeau israélien. L'immense ceinture de colonies israéliennes Aalia-Doumin, French Hill, Har-Homa, Kfar Adumim et Ma'Alé Adumim – construites en toute impunité sur des terres palestiniennes – continuent de s'agrandir. Cette colonisation massive est en infraction avec les lois internationales concernant le statut de Jérusalem. Jérusalem-Est est à la fois encerclé par les colonies et par le mur. Pour un Palestinien, les déplacements sont très compliqués. Le gouvernement israélien a annoncé, au mois de décembre 2012, la construction de 1 200 logements à Jérusalem-Est !

Un Palestinien qui quitte Jérusalem-Est peut perdre sa carte d'identité ainsi que ses droits de résidence à Jérusalem. Un Palestinien d'Israël ne peut pas épouser une Palestinienne des Territoires Occupés. Si cela se produit leur vie de couple devient très difficile !

Cette année, à Jérusalem-Est nous ne faisons que passer : un jour à l'aller, deux jours au retour de notre séjour en Palestine.

Dans la vieille ville de nombreuses boutiques sont fermées. Le commerce palestinien ne marche plus. Une habitante du souk nous dira « *la plupart des pèlerinages sont conduits par des guides israéliens. Je les entends. Ils disent ' n'achetez pas dans les boutiques arabes', c'est dangereux* ». D'autres boutiques ont été confisquées par la police israélienne. Sur certaines portes des publicités sont collées pour des entreprises israéliennes.



C'est une politique de colonisation voulue par le gouvernement israélien..

Militaires et Juifs orthodoxes y circulent nombreux.

Le jour de notre arrivée, le 8 octobre, une centaine de colons, protégés par l'armée, sont entrés dans la vieille ville par la porte de Damas, l'ont traversée en accomplissant leurs rites talmudiques plusieurs fois.

A Cheikh Jarrah, la famille palestinienne, dont une des deux maisons a été volée par des colons en 2009, est toujours là. Pour se protéger des grimaces et menaces des colons, elle a tendu des couvertures sur les fenêtres de la maison dans laquelle elle vit encore. Entre ses 2 maisons mitoyennes, une tente de solidarité reste dressée. Lorsque les tensions avec les colons sont trop grandes, des internationaux arrivent pour protéger la famille palestinienne. Cette dernière, comme plusieurs autres familles, ont reçu en 2010 un ordre d'expulsion qui devait prendre effet en février 2011. Il n'a pas encore été exécuté. Est-ce en raison de la mobilisation internationale, de celle des pacifistes israéliens dans ce quartier très convoité par le gouvernement israélien ?

En 1947, la vieille maman de 90 ans, a fui son village natal. Connaîtra-t-elle un nouvel exode ?

LA CUEILLETTE DANS LES OLIVERAIES PROCHES DES COLONIES

Il est très difficile – presque impossible - pour les Palestiniens de se rendre dans les oliveraies qu'ils possèdent le long de la barrière d'annexion, près des colonies. Ils sont agressés par les colons et les militaires.

Les internationaux étant des témoins gênants pour les colons et les militaires, les familles Palestiniennes apprécient cette aide sur ces lieux « stratégiques ». Cette présence leur permet de cueillir dans des oliveraies qui pourraient être déclarées « abandonnées » et confisquées.

Des groupes de pacifistes internationaux : CCIPPP, IWPS, etc... ainsi que des groupes de pacifistes israéliens, viennent chaque année aider les Palestiniens pour la cueillette de leurs olives.

Comme lors de ces dernières années, nous cueillerons les olives avec IWPS*, dans le village de Kfar Qaddum. Groupe mixte de 9 personnes, venues d'Allemagne, d'Autriche, de France, logées dans la salle polyvalente de la mairie.

Dans ce village, comme dans de nombreuses localités, les Palestiniens qui le peuvent construisent des maisons pour signifier à l'armée d'occupation qu'ils sont chez eux.

Officiellement, la cueillette proche des colonies a été autorisée par l'armée à partir du 21 octobre. Nous sommes le 16. Des villageois, espérant travailler avec moins de difficultés, éviteront d'aller dans leurs champs avant le 21. D'autres prendront le risque d'y aller « *nous sommes sur nos terres. Nous n'avons pas à tenir compte d'une permission de l'armée.* »

A., dont le champ est très proche de la colonie de Qeddumin, cueille seul ses olives depuis 5 jours. Problèmes quotidiens avec les colons. « *Ils me lancent des pierres, viennent dans mon champ me harceler, me menacer. Hier j'ai dû faire appel à l'armée. Des soldats sont venus, ont chassé les colons. Pour une fois ils ont fait leur travail : nous protéger lors de la récolte de nos olives.* »

Nous sommes trois pour accompagner A. Trois hommes du village, vêtus d'un gilet phosphorescent avec, imprimé au dos un logo « *Première urgence. Aide médicale internationale* » viennent avec nous : « *dans le village, il n'y a que nous trois qui avons un gilet comme celui-ci. C'est 'Humanitarian Aid and civil protection' qui nous les ont donnés. Lorsque les colons nous voient, ils pensent que nous sommes des personnalités médicales. Ils ne viennent pas.* » De fait, nous travaillerons sans difficultés. Trois colons viendront se positionner sur une colline à proximité du champ d'A. Ils ne diront rien.

Le lendemain nous retournons avec A. dans un autre champ un peu plus éloigné de la colonie mais non sans risques : « *ici les colons viennent à cheval* ». Nous ne les verrons pas. Dans l'après midi, nous entendons parler Hébreu. C'est un groupe de soldats qui est entré dans le champ. Nous ne faisons pas de bruit. Après une quinzaine de minutes, ils s'en vont. Pourquoi étaient-ils là ? Nous ont-ils vus ?

Ce vendredi 19, nous avons le choix : soit participer à la manifestation populaire non armée contre la barrière à l'entrée de la colonie qui oblige les villageois à faire un long détour pour se rendre dans leurs champs, soit d'aller cueillir avec F., du village de Kfar Hariss.

F. vient de lancer un S.O.S à IWPS. Les 400 oliviers qu'il possède sont tous proches de la colonie de REVAVA qui en a déjà volé 50. Dès qu'il est seul, avec ses enfants, sa femme et sa vieille maman, les colons l'attaquent avec beaucoup de violence. « *J'ai peur* »

*Les International Women's Peace Service in Palestine (IWPS Palestine) sont un groupe de femmes bénévoles, basées dans le village de Deir Ystiya (district de Salfit, zone rurale près de Naplouse) dans les Territoires Occupés. Les IWPS sont présentes auprès des civils Palestiniens et soutiennent leurs actions non-violentes. Les districts de Naplouse et Qalqilya sont envahis par plus de 20 colonies.

Parfois des Israéliens, adeptes du bouddhisme, viennent avec lui. Mais ce vendredi ils ne seront pas là. Nous y allons à trois.

Lors de la pause repas, le chef de la police des colons arrive « *dépêchez vous de terminer et partez* ». Le lendemain c'est shabbat. Ce jour là, les colons qui ne veulent pas apercevoir des Palestiniens, même de loin, sont encore plus virulents que les autres jours. Nous continuons de cueillir jusqu'au soir et nous reviendrons le lendemain à quatre.

Nous cueillons près d'un muret qui délimite le champ de F. Les cinquante oliviers volés se trouvent au-delà de ce muret, proches des maisons de Revava.



Un colon nous aperçoit, crie dans notre direction. Nous montons sur le muret, bien visibles, en lui tournant le dos et continuons de cueillir. Après quelques minutes il cesse de crier. Tout se calme.

La maman de F. prend un bâton, un seau et part dans la colonie.

« *Revenez, c'est dangereux.* » Elle ne veut rien entendre
« *Ce sont mes oliviers, je vais cueillir. Les colons ne me font pas peur.* »

Un long temps s'écoule. Nous ne la voyons pas revenir. Enhardi son petit-fils de 14 ans la rejoint et revient quelques minutes plus tard avec le seau plein d'olives. Il est très fier, fait le V de la victoire. Il a ramassé des olives volées qui lui appartiennent. Le seau vidé, il repart. Son père envoie son second fils rejoindre la grand-mère.

Mais ils ont été vus. Les deux enfants appellent « au secours ». F. se précipite et nous aussi. Une voiture de police est arrivée. Nous craignons que les enfants et leur père ne soient arrêtés et incarcérés. Ils ne le seront pas.....peut-être parce que nous étions là, témoins gênants pour l'occupant israélien.

Les jours qui suivent, c'est avec A.N. que nous allons cueillir. : « *J'avais un permis pour travailler en Israël. Le permis m'a été retiré. J'ai élevé 3 000 poulets pour faire vivre ma famille. Toutes mes volailles ont péri, asphyxiées, par les gaz lancés par les soldats lors des manifestations du vendredi. J'avais un jardin dans lequel je cultivais des légumes, des oranges. Les chars de l'armée ont tout écrasé. Je n'ai plus rien.* »

Le fils aîné d'A.N. a été récemment libéré de prison. Son père a dû verser 3 000 NIS (600 Euros) . Somme énorme pour lui.

En voiture nous partons dans le champ d'A.N. Il est éloigné du village et le chemin y conduisant est carrossable. Mais nous ne pourrons pas l'emprunter. Pendant la nuit, l'armée est venue, l'a fermé avec d'énormes pierres. Nous porterons sur le dos l'échelle, les sacs, les bâches, les outils pour couper les branches mortes, l'eau et le ravitaillement, et marcherons longtemps avant d'arriver.

Depuis deux ans A.N. n'a pas eu accès à son oliveraie.

L'armée l'en empêchait. L'oliveraie, envahie par les mauvaises herbes, ressemble à un champ abandonné.



Ses 24 arbres, dont certains ont plus de mille ans, n'ont que peu d'olives. La plupart, malades, ne peuvent être traités. Les villageois sont interdits d'accéder à leurs champs en dehors des périodes de cueillette.

« Les Israéliens veulent que mes oliviers meurent pour prendre mon champ »

Lorsque nous repartons, la femme d'A.N, regarde ses oliviers, avec beaucoup d'émotion :
« Au revoir ma Terre ! »

En 2 fois, des personnes de notre groupe ont été menacées par l'armée parce qu'elles n'avaient pas d'autorisation de cueillette des olives : *« Où vous partez, où vous êtes arrêtées »*. Un enfant palestinien a même été braqué

Un villageois craignant, que si des internationaux l'accompagnaient d'avoir encore plus de problèmes avec les soldats a préféré partir seul. C'est nouveau. Cela prouve que l'armée israélienne et les colons n'apprécient pas du tout que nous, Internationaux, soyons témoins de ce qu'ils font subir aux villageois palestiniens

Cette année, dans son ensemble, la récolte a été mauvaise, les oliviers ne donnant beaucoup de fruits qu'une année sur deux. Pour de nombreux paysans il sera encore plus difficile de vivre

VILLAGES PROCHES DES COLONIES

La colonie israélienne d'Ithzar se développe au détriment des villages Palestiniens de Burin, Madama et Ourif, ses voisins. C'est sur les terres des Palestiniens de Burin qu'environ 200 familles de colons, nationalistes religieux, se sont installés en 1984. 6 000 pieds d'oliviers ont été arrachés ou brûlés par les colons. L'organisation israélienne « La paix maintenant » estime que plus de 50 % des terrains occupés par les colonies juives ont été déclarés « terres d'Etat » par des moyens contestables. Les paysans qui possèdent des oliveraies ou des vergers près des colonies ne peuvent plus y accéder : la police privée des colonies leur tire dessus. Les Israéliens ne manquent pas d'appliquer une ancienne loi ottomane qui déclare « abandonnée » une terre non cultivée pendant 3 ans. Des terres sont ainsi récupérées et données aux colons. Pour un fermier palestinien faire valoir ses droits relève de l'impossible.

La nuit, de jeunes colons organisent des expéditions punitives dans les villages palestiniens voisins. Ils incendient des champs, cassent des arbres, des serres, des canalisations d'eau, ils détruisent tout ce qu'ils peuvent. Il y a souvent des blessés à cause de ces affrontements.

Les colons d'Ithzar, sont formels : « *c'est Dieu qui nous a donné cette terre* ». Ils estiment qu'ils en sont les véritables « propriétaires » et qu'ils doivent impérativement la reprendre « aux locataires ». Leur titre de propriété c'est la Torah !

(La Croix, 01.09.2010)

Madama : c'est dans ce village de 2 500 habitants (il y en a autant dans la diaspora), que nous venons chaque après midi, pendant une semaine, animer des ateliers de formation pour la fabrication de jeux éducatifs et la création de marionnettes. Nous travaillons avec un groupe de 7 femmes dans un centre proposant des activités pour tous les âges.

Le directeur nous explique :

« A Madama il y a une source, en haut du village, qui approvisionnait en eau potable toutes les maisons. Les colons d'Ithzar l'ont confisquée. Maintenant ils la gardent. Nous ne pouvons pas nous en approcher, sinon ils nous tirent dessus. Nous sommes obligés d'acheter notre eau. Il y a encore quelques maisons qui ont des canalisations les reliant à la source. Les colons y jettent des débris pour que l'eau soit impropre à la consommation. Les colons descendent chaque soir dans le village, tantôt au Nord, tantôt au Sud. Les villageois sortent et s'affrontent avec eux. Parfois l'armée intervient »

Des oliviers sont régulièrement brûlés, des véhicules incendiés pendant la nuit. A Madama, la récolte des olives est très difficile même avec la présence d'internationaux.

Nous sommes très étonnées par la participation active de ce groupe de femmes de Madama aux ateliers que nous proposons : « *Ce que nous avons appris, nous allons l'apprendre à d'autres et organiser des stages* », nous ont-elles dit. Où puisent-elles cette force de vivre, alors qu'elles sont harcelées en permanence par les colons et les soldats ?

Burin : ce village jouxte celui de Madama et subit lui aussi les agressions des colons d'Ithzar. Nous le traversons chaque jour pour aller de Naplouse à Madama. Le chauffeur qui nous accompagne habite Burin.

Sur la route, il nous fait découvrir ce qui caractérise la vie des villageois : la mosquée que l'armée israélienne a voulu détruire plusieurs fois, l'école où les soldats viennent régulièrement jeter des grenades lacrymogènes dans les classes, en présence des enfants, une maison palestinienne interdite à son propriétaire par les colons, celle de sa tante un peu à l'écart du village.

Cette maison, pendant la 2^{ème} Intifada*, elle a été brûlée deux fois par les colons. Ils viennent la nuit et jettent des bouteilles remplies d'un liquide enflammé par les fenêtres. Ils ont aussi incendié l'enclos des chèvres. Ils ont volé 42 chèvres dont certaines allaient mettre bas. Ils ont également détruit le poulailler et le pigeonnier.

Tout a disparu. La tante a bien porté plainte à la DCO°.

Elle a dit qu'elle allait faire une enquête. Il n'y a pas eu de suite et les colons n'ont pas été inquiétés.

« Nous vivions avec la vente des produits laitiers. A cause des colons notre vie s'est arrêtée. »



Pour se protéger, la famille a installé du côté de sa maison donnant sur la colonie des fils de fer barbelés et une grille masquant la fenêtre.

Lorsqu'elle entend les colons descendre, elle appelle les villageois.

Tous ceux qui ont une voiture klaxonnent et viennent à son secours.

Ce mercredi 14 novembre, vers 16h, le chauffeur vient nous chercher. En arrivant à Burin, nous remarquons 5 soldats qui marchent sur la route. Quelques mètres plus loin la route est barrée par 5 véhicules militaires. Impossible de passer. Devant nous, une voiture est arrêtée. Impuissantes, nous observons ce qui se passe. Sur notre droite, une maison. Trois femmes

*la deuxième intifada a commencé le 28 septembre 2000 et s'est poursuivie pendant une dizaine d'années

°DCO : liens civils entre l'autorité palestinienne et l'armée israélienne

sont assises à l'extérieur, sur une grosse pierre. La porte est ouverte. Des soldats entrent et sortent de la maison en tenant un enfant de 12 ans par le bras. (En voyant les soldats il avait pris peur et s'était réfugié ici). L'enfant est malmené, plaqué contre le mur, les bras levés. Une des trois femmes se lève pour aller vers lui. Ordre du soldat de retourner s'asseoir. Sur la gauche, un jeune homme de 18 ans arrive pour porter secours à l'enfant. Il est arrêté par un soldat. En essayant de se dégager il tombe à terre avec lui. Un autre soldat le neutralise en lui envoyant directement du gaz lacrymogène dans les yeux.

Derrière nous les 5 soldats qui marchaient sur la route sont arrivés à proximité de notre voiture. Ils braquent tout ce qu'ils voient bouger.

Ordre nous ait donné de circuler. Nous apercevons sur notre droite 6 jeunes adolescents marchant en fil indienne les mains sur la tête, escortés par des soldats.

Nous ne sommes que deux. Pas question de descendre de voiture, de photographier sans faire prendre des risques énormes au chauffeur : risques d'être arrêté, incarcéré, d'avoir sa voiture détruite, et risques pour nous aussi !

Le lendemain nous saurons que tous ces jeunes ont été arrêtés excepté l'enfant de 12 ans. Le père du jeune de 18 ans, hospitalisé en raison de problèmes cardiaques est décédé en apprenant l'arrestation de son fils. Les adolescents ont-ils été arrêtés parce qu'ils jouaient au foot dans la cour de leur collège, après les heures de classe ?

Haris : gros village de 5 000 habitants, proche de la colonie illégale de Revava.

Les colons ne supportant pas de voir des habitations palestiniennes à proximité des leurs, ont demandé à l'armée et obtenu la démolition de 35, jugées trop près.

Plusieurs maisons étaient en cours d'agrandissement (extension ou construction d'un étage supplémentaire). L'autorité d'occupation prétend que ces maisons sont situées en zone C, (sous contrôle israélien), alors que les habitants affirment qu'elles sont dans les limites municipales et qu'ils avaient obtenu légalement un permis de construire du Conseil du village.

Les démolitions ont commencé. Des membres des IWPS, présentes, racontent :

Le 7 novembre 2012 à 9 h du matin, deux bulldozers accompagnés d'une centaine de soldats et de 9 lourds véhicules militaires, sont entrés dans le village d'Haris pour détruire 3 maisons. Ces 3 maisons sont pourtant construites sur des terrains appartenant aux familles palestiniennes ; l'ordre de destruction avait été donné 3 ans auparavant.

Maison 1 : 18 habitants, travaux d'extension en cours (construction d'un étage)

Maison 2 : 14 habitants (extension du rez-de-chaussée).

Les villageois sont venus nombreux pour protester et essayer d'empêcher les démolitions. La maison 3 étant difficile à atteindre par les engins, les bulldozers se dirigent d'abord vers la maison 1. Les villageois suivent, ils reçoivent des gaz lacrymogènes.

Les avocats tentent encore une fois de faire appel auprès du Tribunal. Un groupe de militants non-violents se tient, avec la famille, les villageois et les membres des IWPS, entre la maison et les bulldozers. La démolition est momentanément interrompue pendant que les avocats tentent, encore une fois, d'obtenir un délai auprès du Tribunal. Le maire a reçu un fax qui semblait accorder ce délai. Malgré le fax le commandant a décidé d'agir.

Après de violentes discussions, le commandant des IOF (Israeli Occupation Force) décide d'aller de l'avant. La maison et ses alentours sont dégagés par l'armée qui envoie des gaz et des bombes assourdissantes sur les manifestants puis les bulldozers rasant la maison 1.

Devant la maison 1, une Palestinienne choquée et souffrant des effets des gaz lacrymogènes était allongée sur un matelas. Les médecins ont appelé une ambulance mais les jeeps de l'armée l'ont empêchée d'arriver jusqu'à la femme malade. Quand la zone a été dégagée un membre des IWPS et un Palestinien l'ont portée dans une maison voisine. Elle a été finalement hospitalisée.

Les bulldozers s'attaquent à la maison 2,

Le village continue de protester et les IOF répondent avec des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes. Ils tirent aussi sur les manifestants avec des balles en caoutchouc puis avec des balles réelles.

La maison 2 s'écroule.

Une IWPS rapporte que lorsque les démolitions ont commencé, un villageois a été battu à coup de bâton.

Blessés : 35 personnes ont été traitées pour asphyxie et diverses blessures.

La mère du propriétaire de la maison 1, souffre d'une fracture de la main parce qu'elle a résisté, lors de l'évacuation de sa maison.

6 personnes ont été hospitalisées.

2 personnes ont été blessées par balles, une aux doigts, l'autre à la jambe.

3 personnes ont été arrêtées puis libérées.

1 homme a été menotté dans sa maison.

Human Rights Report No 443

International Women's Peace Service Non violence in Action

Les maisons 1 et 2 sont démolies !

LES CAMPS DE REFUGIES

Rappel historique - La Nakba (la catastrophe) Exode Palestinien de 1947-1948 (source : documents AFPS)

Entre 700 000 et 900 000 Palestiniens furent chassés de leur village par l'armée sioniste. Des familles entières fuirent sur les routes. Ils quittent précipitamment leur maison. Beaucoup d'entre eux, persuadés qu'ils allaient bientôt rentrer chez eux, n'ont pris que leur clé. C'était une illusion. Ils se retrouvent totalement démunis, dépossédés de leurs biens. Afin d'effacer toutes traces de la présence d'un peuple Palestinien, près de 450 villages sont rasés par les armées sionistes. Des villages Israéliens sont construits à la place. De la végétation est plantée pour tout faire disparaître

C'est une situation gravissime qui a engendré énormément de drames. Les Palestiniens deviennent des réfugiés dépendants des organisations humanitaires. Dans un premier temps c'est la Croix Rouge Internationale qui

leur vient en aide. Ils s'installent dans des camps de fortune, en CisJordanie (partie de la Palestine laissée aux Palestiniens lors du plan de partage voté par l'ONU, le 29 novembre 1947). De ce fait ils sont « réfugiés » dans leur propre pays !

D'autres réfugiés seront rassemblés dans des camps de pays arabes voisins : Jordanie, Liban, Syrie. Certains Palestiniens préféreront émigrer en Europe ou aux USA.

De nos jours, environ 1 300 000 réfugiés Palestiniens vivent toujours dans ces camps où sévit une grande misère liée au chômage, aux conditions d'habitation précaires et souvent sordides. Beaucoup de réfugiés sont habités par des sentiments d'injustice, de défaite et d'abandon. Ils sont les victimes d'un règlement politique. En quelque sorte, ils paient « les pots cassés » de la guerre de 1939-1945 – qui ne les concerne pas - avec l'arrivée massive de Juifs d'Europe qui fuient les persécutions.

Malgré la Résolution 194 des Nations Unies, votée en décembre 1948, Israël rejette le droit au retour des réfugiés sans leur proposer un dédommagement pour la perte de leurs biens. Parallèlement, des familles juives vivant dans n'importe quel pays du monde, ont le droit d'émigrer en Israël et de s'y installer. Elles peuvent aussi choisir de s'installer dans les colonies illégales de Cisjordanie revendiquer des terres appartenant à des Palestiniens et les obtenir par la force ! Cette situation injuste perdure aujourd'hui.

Nous ne parlerons que des trois camps qui se trouvent à Naplouse : le camp de Balata, 26.000 habitants, le camp d'El Askar, 10.000 habitants, le camp d'El Aïn, 6.000 habitants. Tous ont en commun la surpopulation, des ruelles si étroites que l'on peut, parfois, à peine s'y croiser.

Les appartements se construisent les uns sur les autres, chaque fois qu'un fils se marie, ce qui donne l'impression que tout peut s'écrouler rapidement. Des fils électriques traînent de partout.

Dans ces camps, vivent des grandes familles, souvent pauvres, peu appréciées par la population de Naplouse :

« on ne nous aime pas parce que nous sommes du camp » nous dira une jeune femme de Balata .

Pendant la 2^{ème} Intifada, les camps ont connu beaucoup d'incursions de l'armée israélienne, d'arrestations, de tués. Dans le petit cimetière du camp d'El Aïn, une centaine de tombes sont alignées les unes à côté des autres. Ce sont pour la plupart des jeunes qui ont été assassinés par les soldats entre 2004 et 2006.

Si depuis 2 ans, les incursions de l'armée se font moins fréquentes, les arrestations se poursuivent, ainsi que les intimidations.

Une amie du camp de Balata nous téléphone *« De la colline qui domine le camp, les soldats tirent à balles réelles dans notre direction. Les hélicoptères ne cessent de tourner. Des soldats avec leurs chiens sont postés à une des entrées du camp. Les enfants et les jeunes crient 'Djeech....Djeeche (soldats) en s'enfuyant. Que va-t-il se passer ? »*

Fin septembre 2012, deux frères de la même famille ont été arrêtés chez eux dans le camp de Balata. Dans ce camp, le jeudi 1^{er} novembre nous allons voir des parents très éprouvés : ils ont 7 enfants de 16 à 25 ans. Deux seuls travaillaient, celui de 22 ans et celui de 18 ans. Ils viennent d'être arrêtés, le même jour. Ce sont eux qui faisaient vivre la famille. Il n'y a plus

d'argent. Le père âgé d'une cinquantaine d'années souffre d'hypertension et de diabète. Depuis 3 ans il est aveugle. *« Je voudrais mourir »*

Cette année, nous découvrons des familles vivant sous terre, sans fenêtres, sans possibilité d'aération. Les murs sont couverts de moisissure.

« La nuit des rats nous couraient dessus » nous dira une femme qui a vécu 27 ans dans un appartement construit plusieurs mètres en dessous du niveau de la route. Les pièces sont petites. On imagine facilement l'angoisse qui doit s'emparer de vous lorsque l'armée encercle votre maison et qu'il n'y a même pas une fenêtre par où s'enfuir !



M. du camp se rappelle : *« En 2004 les soldats encerclaient notre quartier. Nous étions 17 enfermés dans une pièce de 10 m2. Nous n'osions pas sortir dans le couloir en raison de la présence de l'armée. Mon père a creusé un trou dans le mur mitoyen d'une autre chambre pour que nous soyons moins serrés. Nous sommes restés enfermés 20 jours avant de pouvoir sortir ».*

Sa vie reste difficile comme marquée par la tragédie que sa famille a connue et connaît encore. Elle témoigne : *« J'ai 27 ans. Je suis née, j'ai grandi, dans un camp de réfugiés en Cisjordanie, dans une maison « sous terre », comme beaucoup de réfugiés Palestiniens. Je suis la cinquième dans une fratrie de 9 enfants. Ma famille, a été durement éprouvée par les forces de l'occupation israélienne : en 2004 mon frère de 21 ans est assassiné. En 2002 et 2006 deux autres frères sont arrêtés et incarcérés (aujourd'hui libérés). La dernière arrestation a été d'une telle brutalité, que mon père, professeur d'Anglais dans une école du camp, a fait un infarctus, qui lui a gravement endommagé le cœur. Il ne peut plus travailler et son état de santé ne cesse de s'aggraver. J'ai choisi d'étudier pour m'en sortir et aider ma famille. J'ai obtenu en 2008 une licence en langue française. Pour des raisons personnelles, j'ai arrêté mes études et cherché du travail, que je n'ai pas trouvé. En 2009 je me suis marié avec un infirmier. Il travaillait dans un hôpital privé, mais en septembre 2012, il a été victime d'un grave accident cérébral, licencié et ne touche plus aucun salaire. Je me retrouve sans argent pour vivre, subvenir aux soins médicaux de mon mari (pas de sécurité sociale, ni de prise en charge possible) et assumer mon fils de 2 ans et demi. Nous vivons chez mes beaux-parents, ma belle mère contrôle tous mes faits et gestes. »*

Le camp d'El Aïn est situé au pied du mont Ebal, il est traversé par la route reliant Naplouse à Jénine. Sur la droite, en venant de Naplouse, le terrain monte. Les deux tiers des familles vivent ici. C'est dans la partie du bas que l'on trouve de nombreux appartements construits à 4 ou 5 mètres sous terre, en contre bas de la route. Au-dessus, d'autres se sont élevés. Les murs sont si hauts qu'ils se rejoignent presque en leur sommet, empêchant la lumière du

jour et l'aération d'y passer. Dans les petites ruelles où jouent les enfants, de l'eau stagne. Une odeur nauséabonde s'ajoute à la misère du lieu.



Nous sommes reçues dans une famille de « martyrs ». Deux fils ont été assassinés par Israël : un en 2002, un en 2006. En 2003 un autre fils a été incarcéré pour 11 ans dans le Néguev. Depuis 2 ans, ses parents n'ont pas l'autorisation de lui rendre visite. Ils sont tristes, abattus. Le père ne s'en remet pas.

L'automne 2011, 3 jeunes ont été arrêtés. Les parents n'ont aucune nouvelle. *« nous ne savons pas s'ils ont été jugés, quelle sera leur peine, dans quelle prison ils sont. Nous ne pouvons aller les voir. »*

C'est dans ce camp que nous animons un atelier de formation pour la fabrication de jeux éducatifs et la création de marionnettes. Dix femmes viennent chaque jour y participer, pendant une semaine. Elles se sont inscrites pour jouer avec leurs enfants, quelquefois leur mari, chez elles. Nous sommes accueillies par R. du Local Rehabilitation Committee.

Pour la deuxième année, l'association « avec Naplouse », dont le siège est à Paris, finance un stage pour une trentaine de femmes du camp, Elles fabriquent des objets spécifiques à leur artisanat : travaux sur cuivre, broderies, bijoux. Elles ont exposé « leurs œuvres » à Ramallah et Naplouse, l'été 2012. L'argent de la vente de certains articles a été remis à 90% à celles qui les ont fabriqués. Les prochaines ventes se feront en France et permettront à ces femmes du camp, toutes très pauvres, de gagner un peu d'argent par leur travail.

Nous retournons plusieurs fois au camp d'El Askar, rendre visite à la famille de P., cette jeune femme avec qui nous correspondions lorsqu'elle était en prison.

Cette grande famille de 10 enfants vit au premier étage d'une maison délabrée qui en compte deux, dans deux petites pièces de 10 m² chacune.

Aucun revenu n'entre ici.



Le vieux père est malade, le plus souvent hospitalisé à Ramallah. La mère, au-delà de la misère dans laquelle elle vit, prodigue à ses enfants attention et affection.

P. libérée en octobre 2011, dans le cadre de l'échange de prisonniers palestiniens avec celui du soldat Gilad Shalit, capturé par le Hamas, ne peut vivre chez sa mère :

« Si je reste ici, dans le camp, l'armée viendra me chercher pour me mettre de nouveau en prison. »

Son frère, un soir d'octobre est allé jeter des pierres sur les soldats d'Huwara, à l'entrée de Naplouse. Un soldat l'a attrapé. Il lui a dit : *Ah, tu es le frère de P. !* »

Il lui a donné plusieurs coups de crosse à la tête et à l'abdomen, le blessant grièvement.

P. vit avec S. sa compagne de cellule, libérée le même jour qu'elle, loin du camp. Toute deux reçoivent un petit pécule de l'Autorité Palestinienne. Avec cet argent, P. aide sa mère à vivre. De temps en temps, elle rend visite à sa famille.

S., malade, a besoin d'aller en Jordanie pour de nouvelles interventions chirurgicales, un traitement de chimiothérapie. L'armée israélienne refuse de lui donner une autorisation : *« Je dois rester à Naplouse jusqu'à la fin de ma vie. Je n'ai même pas le droit d'aller à Ramallah ! »*

La plupart des personnes du camp que nous avons rencontrées, souffrent lorsqu'elles arrivent à 40 ans, de diabète et d'hypertension, dus au stress.

« Avant on vivait très longtemps, maintenant on meurt jeune à cause de l'occupation ; C'est mieux de mourir que de vivre ce que l'on vit !

L'armée israélienne cherche à nous détruire, physiquement, moralement, psychologiquement ! »

LES BEDOUINS

En 1948, 200 000 Bédouins vivaient dans le désert. Ils parcouraient le Neguev ; ils cultivaient leurs champs. C'était un peuple de pasteurs vivant des produits de l'élevage et de l'artisanat qu'ils vendaient sur les marchés. C'était une société organisée qui possédait un savoir-faire. Leurs champs leur ont été confisqués, leurs cultures systématiquement détruites par les « autorités » qui épandent du désherbant. Le village Bédouins de Al Araqib a été démoli 32 fois !

Tribu de Jahalin

L'histoire relate que la tribu Jahalin est originaire du district d'Arad dans le désert du Neguev et qu'en 1949, l'Autorité Israélienne les a forcés à quitter leurs terres. Actuellement ils sont 2 300, répartis en plusieurs campements d'une vingtaine de familles, à survivre le long de l'autoroute qui relie Jérusalem à Jéricho. Ils sont extrêmement pauvres. Ces campements ressemblent à de véritables bidonvilles : ce sont des cabanes faites de brique et de broc que le vent pourrait emporter. Ils n'ont pas de travail. L'autorité d'occupation leur interdit de nomadiser, de se déplacer avec leurs troupeaux. Ils n'ont plus accès à leurs terres qui ont été volées. Ils n'ont presque plus d'animaux car ils n'ont plus accès aux espaces pour la pâture. Les colons leur en volent régulièrement.

L'approvisionnement en eau potable est un problème permanent. Les sources à proximité des campements sont rares et souvent volontairement polluées par les colons pour les forcer à partir. Aujourd'hui ils sont presque réduits à la mendicité. Des ONG leur viennent en aide.

Les Bédouins de Jahalin ont créé une association « Jahalin Bedouins.org » qui regroupe des adhérents de tout pays notamment des Israéliens. Ils s'opposent à l'éviction forcée que veut leur imposer l'armée israélienne. Ils luttent pour rester là où ils vivent depuis 60 ans dans la périphérie de Jérusalem. Ils exigent la reconnaissance élémentaire de leurs droits humains.

Nous retournons dans le groupe de 26 familles, soit 160 personnes, où l'Association France Palestine Solidarité de St Etienne a aidé à la construction d'une école, en 2009 avec des pneus de voiture. L'école construite sans permis (il est impossible d'en obtenir un) accueille 75 élèves, répartis en 7 classes. Sept enseignantes dont une bédouine y travaillent, rémunérées par l'Autorité palestinienne. L'école est propre, très belle. Les enfants, le matin, ôtent leurs vêtements poussiéreux (on vit ici à même le sol) pour en prendre des propres, réservés pour l'école. Alors que l'eau est rare et chère (les Bédouins la font venir par citerne) des arbres ont été plantés et donnent un peu de verdure et de fraîcheur.



Les colons de Kfar Addumin, qui dominent le campement, ont plusieurs fois essayé d'intimider les enfants et leurs familles afin qu'ils quittent les lieux. Les colons font, dans le même temps, des démarches auprès des Tribunaux pour demander la destruction de l'école, construite sans permis. Il est impossible d'en obtenir un pour les habitants Bédouins et Palestiniens de la zone C des Territoires Occupés. Grâce au soutien efficace de « Jahalin Association » la Cour Suprême israélienne a annulé (pour l'instant) la décision de destruction de l'école. Mais A. S. avocate, qui plaide la défense des Bédouins, pense qu'il ne s'agit que d'un recul provisoire et que rien n'est définitivement gagné.

A. S. israélienne, parcourt le monde pour dénoncer la politique du gouvernement israélien à l'égard de la population bédouine. Elle a su sensibiliser des diplomates et des politiciens à la cause qu'elle défend. Si besoin est, ils viennent nombreux sur le campement manifester leur solidarité.

Les familles sont très pauvres, ne peuvent plus vivre de leur artisanat (fabrique de tapis) et de la vente de leurs produits laitiers. Tous les trois mois, des organismes humanitaires leur fournissent des produits alimentaires de base : de la farine, des lentilles, du sucre, de l'huile.



En janvier 2012, l'armée a barricadé le seul accès au campement permettant aux Bédouins et aux visiteurs d'entrer et de sortir avec un véhicule. Il est difficile pour eux de se rendre à Jéricho, à Anata, ou de rendre visite à un proche dans un autre campement. Ils sont enfermés, isolés. Pour aller prendre le bus, ils sont obligés d'escalader trois rambardes et de traverser l'autoroute à pied. Pour les femmes enceintes, les personnes handicapées, âgées, c'est très difficile. C'est aussi très dangereux, la circulation étant intense. Il y a bien un tunnel qui passe sous la route, mais l'entrée est à l'écart du campement et elle est si petite que l'on peut à peine s'y tenir debout.

Un wadi (oued) passe tout près. Un passage a été ouvert sous la route pour qu'il puisse continuer son cours de l'autre côté. Mais lorsqu'il pleut beaucoup, il inonde les baraquements qui se trouvent à proximité :

« J'ai toujours peur que les eaux emportent mes enfants. Autour de ma « maison », j'ai creusé un fossé pour retenir l'eau. Mes bêtes sont trempées, ont froid. Lorsqu'il pleut, l'eau rentre là où je fais le pain. Je ne peux pas le faire cuire. »

Nous sommes accueillies par la famille de A.K, responsable de ce campement. Il vit ici depuis 23 ans, est père de 7 enfants. Aucun n'est marié. Trois de ses fils vivent à Jéricho.

« Lorsque je suis arrivé ici, il n'y avait que 10 colons, aujourd'hui il y a 200 familles. Je les connais toutes. 70% sont très méchantes, 30% a peu près correctes »

Dans cet océan de misère, deux panneaux solaires sont placés. C'est l'association de A.S. qui les a offerts, ainsi que l'ordinateur dont se sert A.K.. Il a fait des études universitaires. Lorsqu'il y a des incursions de l'armée, de la police, des colons, des menaces ou des violences à l'égard des Bédouins A.K peut immédiatement faire un rapport et rentrer en contact avec A.S. et l'association «Jahalin Bédouins » à condition que l'armée qui surveille en permanence le campement par hélicoptères, ne brouille pas la connexion établie avec un satellite !

C'est dans la famille de A.K. que nous dormons. Comme en cette période de l'année, les nuits sont fraîches nous couchons tous dans la même « pièce ». Toutes deux, nous sommes couvertes de deux épaisses couvertures offertes par S., l'épouse de A.K.

Etonnement ! A la veillée, S., qui n'a jamais été scolarisée, qui ne sait ni lire ni écrire, demande à sa fille de 7 ans, élève peu studieuse, d'apporter son cartable. et c'est elle qui lui fait faire ses devoirs !

Richesse de l'amitié partagée avec des personnes qui, vues de l'extérieur, pourraient nous sembler être d'un autre temps et peut-être nous inquiéter. *« Vous n'avez pas peur de dormir chez les Bédouins ?»*, nous disent des amis. Passer la nuit dans un campement est une reconnaissance des personnes qui l'habitent. Elles se sentent reconnues. Non seulement nous n'avons pas peur, mais nous nous y sentons en sécurité. Il est aussi important que les colons, l'armée qui ne cessent de les observer, découvrent que des personnes étrangères viennent ici partager un moment de la vie de ces Bédouins auxquels ils ont tout pris : leurs troupeaux, leurs modes de vie, leur artisanat.

Annexe

Le mardi 6 novembre, à 21 heures, les hélicoptères militaires commencent à survoler le quartier où nous habitons, au centre de Naplouse. Vers 23 heures, tirs continus et fournis d'armes légères. Des hommes se rassemblent, vont sur place en priant : *« Allah El Akbar »*. A 2 heures du matin, violente explosion. Puis plus rien.

Le lendemain nous apprenons qu'un jeune de 17 ans a été arrêté. Personne dans le quartier n'a dormi cette nuit là. Notre voisine nous dira : *« Mes enfants pleuraient. Ils avaient très peur »*

Pendant les derniers bombardements sur la bande de Gaza, nous étions à Naplouse. De nombreuses manifestations populaires pacifistes ont été organisées, dans toute la Cisjordanie, en soutien aux Gazaouis. Manifestations réprimées très violemment par l'armée israélienne : plusieurs morts, de nombreux blessés, de nombreuses arrestations.

Les images des morts montrées à la télévision, sur les journaux, ont rappelé à de nombreuses personnes ce qu'elles avaient vécu, elles aussi, de semblable, au moment de l'assassinat d'un de leurs proches, il y a peu d'années. Souvenirs douloureux, tellement présents !

Les avions de guerre, les hélicoptères militaires survolent les villes, les villages, les campements de Bédouins, nuit et jour, attestant que c'est elle, l'armée israélienne qui commande la Palestine, qu'elle intervient où elle veut, quand elle veut, comme elle veut. C'est une chape de plomb qui écrase et angoisse.

En conclusion

Tout au long de ce nouveau séjour en Palestine, nous avons accueilli, au plus profond de nous-mêmes, la grande gentillesse des familles palestiniennes que nous avons rencontrées et qui nous ont accompagnées dans la découverte des situations de vie qu'elles seules connaissent. Elles nous ont offert leur amitié. Nous leur avons offert la nôtre. Nous aimerions, nous espérons que ces liens d'amitié qui se sont tissés entre nous soient les premières mailles d'une grande écharpe d'humanité qui ne cessera de s'étendre sur le monde.

Toutes ces familles, ces hommes et ces femmes, nous ont demandé, dès notre retour en France, de parler et de témoigner de ce que l'occupation israélienne leur fait subir. Nous nous sommes engagées à le faire.

***« L'injustice est humaine, mais plus humaine encore
est la guerre contre l'injustice. »
Bertolt Brecht***